

**Bulletin officiel des douanes**

**TVA**

**REGIME FISCAL DES IMPORTATIONS  
D'OEUVRES D'ART,  
D'OBJETS DE COLLECTION OU D'ANTIQUITE  
ET DE BIENS D'OCCASION**

BOD n° 6364  
du 28 juillet 1999  
texte n° 99-132  
nature du texte : loi de finance  
rectificative pour 1994  
du 29 décembre 1994  
classement : L.000  
RP :  
bureau : F/1  
nombre de pages : 12  
diffusion : publique  
NOR : BUD D 9900.132 S  
mots-clés : TVA – Œuvres d'art et  
biens d'occasion

**Date d'entrée en vigueur du texte :**

**Date de caducité du texte :**

**Références :**

- loi de finances rectificative n° 94-1163 du 29 décembre 1994 - article 16
- articles [297 A](#) à [F](#) du code général des impôts.
- instruction du 17 février 1995 publiée au bulletin officiel des impôts n° 42 du 2 mars 1995.

**Texte abrogé :** texte n°91-[129](#) - BOD n° [5592](#) du 10/10/1991

texte n°92-[019](#) - BOD n° [5641](#) du 03/03/1992

**Texte modifié :**

A la suite des nombreuses questions posées par le service, il a paru souhaitable de publier le présent texte qui précise les modalités de taxation de ces biens.

Plan de l'instruction :

Chapitre I : Champ d'application.

Chapitre II : Taux de TVA applicable aux importations de biens concernés.

Chapitre III : Régime à l'importation.

Chapitre IV : Biens placés sous le régime de l'admission temporaire.

Chapitre V : Base d'imposition.

Annexe I : Article [50 decies](#) de l'annexe IV au code général des impôts.

Annexe 2 : Mode de taxation à la TVA en régime intérieur des biens d'occasion, d'oeuvres d'art, et des objets de collection et d'antiquité.

**Les nouvelles dispositions ont pour principaux effets :**

- de supprimer l'exonération de TVA qui était prévue par l'article [291-II-9°](#) du code général des impôts (CGI) pour les biens importés en vue d'une vente aux enchères publiques.
- d'étendre le champ d'application du taux réduit aux objets d'art, objets de collection ou d'antiquité. Les biens d'occasion restent soumis au taux normal.
- en régime intérieur, ainsi que pour les opérations intracommunautaires effectuées entre des assujettis-revendeurs, de consacrer le régime de la marge bénéficiaire prévu à l'article [297 A](#) du CGI comme le régime de droit commun des transactions portant sur ces biens y compris lorsqu'il s'agit de biens importés (cf. annexe 2).

## CHAPITRE PREMIER : CHAMP D'APPLICATION

### I. Les biens d'occasion

Il s'agit des biens meubles corporels susceptibles de remploi en l'état ou après réparation, autres que les oeuvres d'art, les objets de collection ou d'antiquité et autres que les métaux précieux et les pierres précieuses (article [98 A](#) de l'annexe III du code général des impôts).

Sont considérés comme biens d'occasion, ou de collection ou d'antiquité, s'ils en remplissent les conditions, les objets composés de métaux précieux ou de pierres précieuses.

Ces objets comprennent :

- Les articles de bijouterie, de joaillerie, d'orfèvrerie et tous autres objets usagés, composés d'or, d'argent ou de platine quelle qu'en soit la proportion et d'une manière générale tous les objets façonnés ou ouvrés, composés même partiellement de métal précieux.
- Les ouvrages, y compris les outils usagés, dans la fabrication desquels sont entrés des pierres précieuses.

Sont exclus de la catégorie des biens d'occasion :

#### 1 Les métaux précieux

Il s'agit :

- de l'or, de l'argent, du platine, ainsi que des alliages de ces métaux entre eux ou avec d'autres métaux quelle qu'en soit la proportion, présentés à l'état natif, à l'état brut (barres, masses, lingots), ou sous la forme de feuilles, poudres, plaques, fils, tubes et matériaux similaires.
- de l'or monnayé, c'est-à-dire des barres et lingots d'or monétaire et des pièces d'or françaises et étrangères, des pièces d'argent ou de platine autres que celles qui constituent des biens d'antiquité ou de collection ; l'importation de ces biens est exonérée de la TVA par l'article [291-II-3°](#) du CGI.
- des débris d'ouvrages usagés composés de métaux, récupérés pour être fondus et servir à nouveau de matières premières. Ces biens constituent des matières de récupération. Leur importation est exonérée de la TVA en application de l'article [291-II-3°](#) du CGI.

#### 2 Les pierres précieuses et pierres fines.

Sont concernées les pierres gemmes des espèces propres à être utilisées en joaillerie ou à des usages similaires, présentées à l'état brut, taillées ou polies, mais non montées, et qui appartiennent aux variétés dont la liste figure au code NC [71.02](#) et [71.03](#) du tarif douanier commun.

L'exclusion du régime des biens d'occasion ne s'applique qu'à ces pierres, qu'elles soient brutes ou non, taillées ou polies, mais non montées. Pour les pierres montées en bijoux ou autres objets, voir ci-dessous (paragraphe B).

### II. Les oeuvres d'art.

Ce sont les biens définis à l'article [98 A II](#) de l'annexe III du code général des impôts:

1. Tableaux, collages et tableautins similaires, peintures et dessins, entièrement exécutés à la main par l'artiste, à l'exclusion des dessins d'architectes, d'ingénieurs et autres dessins industriels, commerciaux, topographiques ou similaires, des articles manufacturés décorés à la main, des toiles peintes pour décors de théâtres, fonds d'ateliers ou usages analogues (code NC [97.01](#));
2. Gravures, estampes et lithographies originales tirées en nombre limité directement en noir ou en couleur, d'une ou plusieurs planches entièrement exécutées à la main par l'artiste, quelle que soit la technique ou la matière employée, à l'exception de tout procédé mécanique ou photomécanique (code NC [97.02](#));
3. A l'exclusion des articles de bijouterie, d'orfèvrerie et de joaillerie, les productions originales de l'art statuaire ou de la sculpture en toutes matières dès lors que ces productions sont exécutées entièrement par l'artiste (code NC [97.03](#)) ; fontes de sculpture à tirage limité à huit exemplaires et contrôlées par l'artiste ou ses ayants droit ;
4. Tapisseries (code NC [58.05](#)) et textiles muraux (code NC [63.04](#)) faits à la main, sur la base de

cartons originaux fournis par les artistes, à condition qu'il n'existe pas plus de huit exemplaires de chacun d'eux ;

5. Exemplaires uniques de céramique, entièrement exécutés par l'artiste et signés par lui ;

6. Emaux sur cuivre, entièrement exécutés à la main, dans la limite de huit exemplaires numérotés et comportant la signature de l'artiste ou de l'atelier d'art, à l'exclusion des articles de bijouterie, d'orfèvrerie et de joaillerie ;

7. Photographies prises par l'artiste, tirées par lui ou sous son contrôle, signées et numérotées dans la limite de trente exemplaires, tous formats et supports confondus.

Sont désormais exclues de la définition fiscale des oeuvres d'art :

- Les pièces d'ébénisterie de plus de cent ans d'âge dont l'estampille ou l'attribution attestent de l'originalité du travail de leur auteur. Ces biens entrent toutefois dans la catégorie des biens d'antiquité ;

- Les épreuves posthumes de photographies. Les épreuves photographiques doivent être signées (ou authentifiées) par l'artiste lui-même. La signature ou l'authentification par les ayants droit de l'artiste ne peut pas conférer à une photographie le caractère d'une oeuvre d'art. Elles peuvent néanmoins, sous réserve du respect des critères de la nomenclature douanière, être considérées comme objets de collection ou d'antiquité.

### **III. Les objets de collection.**

Ils sont définis à l'article [98 A III](#) de l'annexe III du code général des impôts.

- Les timbres de collection c'est à dire les timbres-poste, timbres fiscaux, marques postales, enveloppes premier jour, entiers postaux et analogues, oblitérés ou non n'ayant pas cours et n'étant pas destinés à avoir cours (NC [97.04](#)) ;

- les collections et spécimens pour collections de zoologie, de botanique, de minéralogie, d'anatomie ou présentant un intérêt historique, archéologique, paléontologique, ethnographique ou numismatique (NC [97.05](#)).

Pour l'application de la TVA à l'importation il est précisé qu'à l'exception du cas des timbres non oblitérés n'ayant pas valeur d'affranchissement en France ou des timbres non oblitérés ayant valeur d'affranchissement en France mais vendus à une valeur supérieure à leur valeur faciale, les biens neufs ne peuvent pas être considérés comme des biens de collection.

### **IV. Les objets d'antiquité.**

Ils sont définis à l'article [98 A IV](#) de l'annexe III du code général des impôts comme les biens meubles, autres que les oeuvres d'art et les objets de collection, ayant plus de cent ans d'âge (NC [97.06](#)).

## **CHAPITRE 2: TAUX DE TVA APPLICABLE AUX IMPORTATIONS D'OEUVRES D'ART, OBJETS DE COLLECTION, D'ANTIQUITE ET BIENS D'OCCASION.**

### **I. Oeuvres d'art, objets de collection et d'antiquité.**

Les importations d'oeuvres d'art, d'objets de collection ou d'antiquité, définis au chapitre 1 de la présente instruction, sont soumises au taux réduit de la TVA (5,5%).

Il est rappelé que les biens neufs, ne peuvent être considérés comme des biens de collection.

En revanche, bien que constituant des biens neufs, les timbres non oblitérés n'ayant pas valeur d'affranchissement en France ou les timbres non oblitérés ayant valeur d'affranchissement en France mais dont le prix de vente est supérieur à leur valeur faciale, peuvent bénéficier à l'importation du taux réduit de la TVA. L'importateur peut alors, s'il a exercé l'option prévue à l'article [297 B](#) du CGI, soumettre les livraisons subséquentes de ces timbres à la TVA sur sa seule marge bénéficiaire comme le prévoit l'article [297 A](#) du CGI.

### **II Biens d'occasion.**

L'importation de ces biens est soumise au taux applicable aux mêmes biens présentés à l'état neuf.

En règle générale ces biens sont passibles du taux normal de 20,6%. L'importateur de biens d'occasion ne peut exercer l'option prévue à l'article [297 B](#) pour soumettre ses livraisons subséquentes à la TVA selon le régime de la marge.

## **CHAPITRE 3. REGIME A L'IMPORTATION**

### **I. Cas général**

Sous réserve des exonérations figurant au paragraphe II ci-dessous, les importations de biens d'occasion, d'oeuvres d'art, d'objets de collection ou d'antiquité sont soumises à la taxe sur la valeur ajoutée dans les conditions de droit commun au moment où l'importation est considérée comme effectuée, quelle que soit la qualité de l'importateur.

Il est rappelé qu'en application de l'article [291-I-2](#) du code général des impôts, l'importation d'un bien est considérée comme effectuée soit au moment de l'entrée en France de ces biens, soit au moment de leur mise à la consommation en suite de l'un des régimes douaniers suspensifs visés au b) du même article.

La base d'imposition à l'importation est constituée par la valeur en douane des biens augmentée des frais accessoires (article [292](#) du CGI).

Dans certains cas, notamment pour les biens importés en vue d'une vente éventuelle sous régime d'admission temporaire (cf. chap. IV), la base d'imposition à l'importation constituée par la valeur du bien au jour de la mise à la consommation est la suivante :

- si le premier acheteur des biens figure comme importateur sur la déclaration en douane, la base d'imposition est le prix payé par le premier acheteur ; pour les ventes publiques effectuées par un commissaire-priseur intervenant comme intermédiaire opaque (acheteur/revendeur), il s'agit du prix versé par le commissaire-priseur à son commettant, c'est à dire, du prix d'adjudication diminué de la commission et des autres frais dus par le commettant, ramené hors taxe ;
- si le propriétaire des biens figure comme importateur sur la déclaration en douane, la base d'imposition est le prix payé par le premier acheteur, ramené hors taxe.

Les biens placés sous le régime douanier de l'admission temporaire en exonération totale des droits au sens des règlements communautaires n°s [2913/92](#) du 12 octobre 1992 et [2454](#) du 2 juillet 1993 ne sont pas considérés comme importés tant qu'ils demeurent sous ce régime.

Il est rappelé que pour les biens d'occasion, le bénéfice de ce régime est limité aux importations en vue d'une vente publique.

A l'importation, sans préjudice de l'application éventuelle des exonérations prévues aux articles [291-II-8](#) et [291-III-4](#) du code général des impôts, la taxe est due lors de la mise à la consommation auprès du service des douanes.

### **II. Les exonérations à l'importation**

L'exonération conditionnelle prévue à l'article [291-II-9](#) du code général des impôts pour les importations de ces biens en vue d'une vente aux enchères publiques, elle-même soumise à la TVA par un assujetti redevable de la taxe, est supprimée.

Il n'existe plus, désormais, que les deux cas d'exonération à l'importation suivants :

- 1.** Les importations d'oeuvres d'art, biens d'antiquité et de collection réalisées directement à destination d'établissements agréés par le ministre de la culture (article [291-II-8°](#) du code général des impôts). Les conditions d'application de cette exonération sont définies à l'article [50 decies](#) de l'annexe IV au code général des impôts (cf. annexe 1).
- 2.** Les importations de biens d'occasion, d'oeuvres d'art, biens d'antiquité et de collection expédiés ou transportés à destination d'un autre Etat membre de la Communauté, lorsqu'ils font l'objet, par l'importateur, d'une livraison intracommunautaire elle même exonérée de la TVA au titre de l'article [262 ter I](#) du CGI.

**a)** Cette exonération prévue à l'article [291.III.4](#) du CGI ne s'applique qu'aux biens importés en France et qui font l'objet d'échanges intracommunautaires entrant dans le cadre du régime général des livraisons intracommunautaires de biens.

Elle s'applique aux importations de biens d'occasion puisque l'assujetti-revendeur qui importe ces biens n'est jamais autorisé à soumettre ses livraisons subséquentes au régime particulier de la marge bénéficiaire.

Elle est également applicable aux importations d'oeuvres d'art, de biens d'antiquité et de collection pour lesquelles l'importateur n'a pas opté pour le régime de la marge bénéficiaire.

**b)** Les conditions d'application de cette exonération ont été décrites aux § 31 à 41 de la DA n° 92-[092](#), publiée au bulletin officiel des douanes n° [5720](#) du 19 novembre 1992.

Pour les oeuvres d'art, biens de collection ou d'antiquité, les importateurs qui sollicitent cette exonération devront en plus des conditions habituelles, faire figurer sur la déclaration d'importation leur engagement à ne pas soumettre les livraisons subséquentes effectuées à destination d'un autre Etat membre au régime particulier de la marge bénéficiaire.

Il est rappelé que le principe de cette exonération applicable à l'importation implique qu'il existe une continuité dans le transport de ces biens jusqu'à destination de l'acquéreur dans l'autre Etat-membre (il ne peut y avoir de stockage en France sauf recours au régime de l'entrepôt préalablement à la livraison).

Aux fins d'application de cette exonération :

- La facture établie pour les besoins de la livraison intracommunautaire exonérée qui suit l'importation doit porter la mention : " livraison exonérée-article [262 ter I](#) du CGI". Cette facture doit également mentionner le numéro d'assujetti à la TVA de l'acquéreur situé dans un autre Etat membre.
- La déclaration d'importation devra faire apparaître la mention suivante: "La livraison intracommunautaire qui justifie l'exonération sollicitée n'est pas soumise à la TVA selon les dispositions de l'article [297 A](#) du CGI"
- Pour ces échanges intracommunautaires les opérateurs doivent en outre établir une déclaration d'échange de biens.

### **III. Biens exclus du bénéfice de l'exonération**

L'exonération prévue à l'article [291-III-4](#) du CGI (importations suivies d'une livraison exonérée) ne s'applique pas aux ventes de biens taxés sur la marge bénéficiaire du vendeur puisque ces ventes sont TTC.

Ainsi, lorsque l'importateur d'oeuvres d'art, de biens d'antiquité et de collection est un assujetti-revendeur qui a exercé l'option de l'article [297 B](#) du CGI et qui a effectivement soumis la livraison de biens qu'il effectue à destination d'un autre Etat membre à la TVA sur sa seule marge bénéficiaire (livraison avec la TVA sur la seule marge au départ de la France) ne peut solliciter cette exonération.

Lorsque l'importateur a opté pour le régime de taxation à la TVA sur sa seule marge bénéficiaire, sa facture ou le document en tenant lieu ne doit faire apparaître ni le montant de la TVA, ni la mention "livraison exonérée-article [262 ter I](#) du CGI". De même il n'est pas obligatoire dans ces conditions de faire figurer le numéro d'identification à la TVA de l'acquéreur situé dans un autre Etat membre.

### **III. Régime des achats en franchise (AI2)**

Les dispositions de l'article [275](#) du code général des impôts relatives à l'importation en franchise de la taxe s'appliquent aux importations d'oeuvres d'art, de biens de collection ou d'antiquité et de biens d'occasion.

Toutefois, les importateurs ne peuvent en aucun cas suspendre la TVA due à l'importation par le dépôt d'une autorisation d'importation modèle AI2 jointe à la déclaration de mise à la consommation lorsqu'ils soumettent leurs livraisons subséquentes de ces biens au régime particulier de la marge

bénéficiaire.

Les biens importés en franchise de la TVA sous couvert de documents AI2 doivent obligatoirement, lors de leur revente, être soumis à la TVA sur le prix de vente total.

En conséquence, l'importateur doit s'engager sur la déclaration d'importation à ne pas soumettre les livraisons subséquentes à la TVA selon le régime de la marge bénéficiaire. Il est tenu de porter sur la déclaration d'importation la mention suivante : "la livraison des biens importés en franchise au bénéfice de l'article [275](#) du CGI n'est pas destinée à être soumise à la TVA selon le régime prévu à l'article [297 A](#) du CGI." Si cette condition n'est pas respectée, l'importateur s'engage à payer la TVA.

#### CHAPITRE IV : OBJETS D'OCCASION, OEUVRES D'ART, OBJETS DE COLLECTION OU D'ANTIQUITE PLACES SOUS LE REGIME DE L'ADMISSION TEMPORAIRE.

L'admission temporaire en exonération totale des droits et taxe doit obligatoirement être régularisées par la personne qui a souscrit le régime et qui est redevable de la TVA.

Le régime est accordé aux oeuvres d'art, biens de collection ou d'antiquité pour être exposés en vue d'une vente éventuelle, y compris lorsqu'il s'agit d'une vente aux enchères publiques.

Par contre, les biens d'occasion ne peuvent être admis au bénéfice de ce régime que dans la mesure où ils sont importés en vue d'une vente aux enchères publiques.

Quel que soit le cas de figure, ces biens ne sont pas considérés comme importés pendant la durée du régime. L'importation n'a lieu et les droits et taxes ne sont dus qu'au moment du dépôt de la déclaration de mise en libre pratique et de mise à la consommation.

La première vente qui intervient sur ces biens met fin au régime de l'admission temporaire. De ce fait, cette vente ainsi que les ventes suivantes ne peuvent jamais être considérées comme des opérations effectuées sous ce régime en exonération de la TVA. Elles constituent des livraisons réalisées en régime intérieur, donc soumises à la TVA dans les conditions de droit commun auprès du service des impôts.

##### **A. Remarques liminaires.**

Les ventes aux enchères publiques sont effectuées par un officier ministériel (commissaire-priseur le plus souvent, mais aussi huissier de justice ou notaire) appelé par commodité commissaires-priseurs.

Le commissaire-priseur propose le bien aux enchères publiques pour le compte de son commettant (propriétaire) et il remet le bien, toujours pour le compte de son commettant au mieux disant des enchérisseurs.

1. Le commissaire-priseur est considéré comme un acheteur/revendeur (ou intermédiaire opaque).

Le plus souvent, le commissaire-priseur agit en son nom propre ; il est donc réputé, pour l'application de la TVA, avoir personnellement acquis les biens qu'il propose à la vente aux enchères à son commettant, et revendu ces biens à un tiers acquéreur. Il est alors considéré comme le premier acheteur.

La vente entre le commettant et le commissaire-priseur est considérée comme effectuée au moment où la vente aux enchères est elle-même effectuée. Elle met fin au régime de l'admission temporaire.

2. Le commissaire-priseur agit comme un intermédiaire transparent.

A ce titre, il ne peut ni souscrire, ni apurer le régime de l'admission temporaire en tant que destinataire réel.

Il n'est pas réputé avoir acheté les biens pour les revendre. C'est pourquoi il ne peut pas être considéré comme l'importateur.

Dans ce cas, le vendeur (propriétaire) est toujours l'importateur des biens qui a souscrit le régime et



il figure dans la rubrique "destinataire réel" de la déclaration d'importation. Il est le redevable de la TVA.

Lorsque le propriétaire est un négociant et qu'il figure comme importateur sur la déclaration d'importation, il doit désigner un représentant fiscal en France.

## **B. L'apurement du régime**

Il s'effectue :

- par le dépôt d'une déclaration d'importation ; la TVA est due dans les conditions de droit commun.
- par une réexportation ; la vente est exonérée de la TVA en application de l'article [262-I](#) du code général des impôts, à condition que le vendeur détienne le justificatif fiscal de l'exportation.

## **C. Documents à produire au service**

Le commettant du commissaire-priseur, s'il est assujetti à la TVA, est tenu de délivrer une facture au commissaire-priseur.

### **1. Facture établie par le commettant au commissaire-priseur**

En application de l'article [289](#) du code général des impôts, le commettant, s'il est assujetti à la TVA, est tenu de délivrer une facture au commissaire-priseur.

Dans les ventes aux enchères publiques, il est admis que le compte rendu qui est obligatoirement remis par le commissaire-priseur à son commettant tienne lieu de facture.

Le compte rendu établi par le commissaire-priseur doit faire apparaître distinctement le détail de l'opération et reprendre les éléments suivants :

- Le prix d'adjudication du bien diminué du montant de la rémunération que le commettant verse au commissaire-priseur ;
- la référence à un mandat écrit du commettant pour que l'intermédiaire accomplisse en son lieu et place les obligations de facturation. A défaut de mandat écrit, le compte-rendu ne peut valoir facture du commettant que si ce dernier l'a signé. Dans tous les cas, le commettant reste responsable du respect de ses obligations en matière de facturation.

Le compte rendu établi dans ces conditions vaut facture de vente pour le commettant et facture d'achat pour l'intermédiaire. Cet aménagement de l'obligation de facturation ne concerne que les situations où le commettant et l'intermédiaire sont établis en France.

### **2. Réquisition de vente**

La réquisition de vente matérialise le mandat donné par le vendeur au commissaire-priseur qui atteste de sa qualité de vendeur.

## **C. Facture du commissaire-priseur à l'acquéreur final**

Elle doit permettre au service de connaître le régime de taxation des biens effectué par le commissaire-priseur. C'est ce régime qui détermine la base d'imposition à l'importation.

Toute difficulté d'application du présent texte devra être signalée au bureau F/1.

---

## **ANNEXE 2**

### **MODE DE TAXATION A LA TVA EN REGIME INTERIEUR DES BIENS D'OCCASION, DES OEUVRES D'ART ET DES OBJETS DE COLLECTION ET D'ANTIQUITE**

En régime intérieur, les livraisons de biens d'occasion, d'oeuvres d'art et d'objets de collection et d'antiquité sont soumises à la TVA, soit selon le régime de la marge bénéficiaire, soit selon le régime général de taxation.

## I. Le régime de la marge.

Dans ce cas, c'est la marge bénéficiaire hors taxes qui sert de base d'imposition à la TVA.

### A. Détermination de la marge.

1. La marge est constituée par la différence entre :

- le prix de vente hors-taxes du bien
- et le prix d'achat toutes taxes comprises (TTC) de ce bien.

2. Lorsque le prix de vente convenu avec un client est TTC, la marge est obtenue :

- en calculant la différence entre le prix de vente TTC et le prix d'achat TTC,
- et en appliquant à ce montant un coefficient de conversion pour le ramener hors taxes. Ce coefficient est de :

0,947 pour les produits soumis au taux réduit,

0,829 pour les produits soumis au taux normal.

### B. Cas d'application.

1. Le régime de la marge s'applique **de plein droit** aux ventes de biens effectuées par des assujettis-revendeurs lorsque ces biens leur ont été livrés :

- par des non redevables de la TVA (particuliers, personnes morales non assujetties, personnes vendant un bien n'ouvrant pas droit à déduction tel que les véhicules de tourisme),
- par des assujettis non autorisés à facturer la TVA lors de ces ventes (assujettis bénéficiant du régime de la franchise, assujetti-revendeur appliquant déjà le régime de la marge).

2. Les assujettis-revendeurs **peuvent opter** pour l'application du régime de la marge :

- aux oeuvres d'art et aux objets de collection et d'antiquité qu'ils ont importés,
- aux oeuvres d'art livrées par l'auteur de l'oeuvre ou ses ayants droit,
- aux oeuvres d'art acquises auprès d'un autre assujetti ou dans un autre Etat membre de la Communauté, lorsque dans ces deux cas l'achat a été soumis au taux réduit de la TVA.

Ces opérations ont pour point commun d'être soumises au taux réduit de la TVA. Mais la TVA qui a grevé ces biens n'est pas déductible. C'est pourquoi les importations de biens d'occasion qui sont pour la plupart soumis au taux normal ne peuvent donner lieu à option pour le régime de la marge.

## 2. LE REGIME GENERAL

C'est le mode de taxation normal de l'ensemble des livraisons de biens et des prestations de service soumises à la TVA.

### A. Principe.

L'assiette de la taxe est constituée par le prix de vente total du bien. Le vendeur peut déduire de ce montant la taxe acquittée en amont lors de l'achat du bien.

Le vendeur doit faire apparaître distinctement le montant de la TVA sur la facture émise. Pour être déductible, la TVA acquittée par le vendeur en amont doit également figurer distinctement sur la facture qui lui a été remise.

### B. Cas d'application.

1. Sont soumises **de plein droit** au régime général les reventes de biens :

- qui ont été importées,
- qui ont été achetées auprès d'un assujetti qui a facturé distinctement la TVA selon le régime général,
- qui ont fait l'objet d'une acquisition intracommunautaire taxable.

Les assujettis-revendeurs ne peuvent renoncer à ce régime général pour soumettre leurs ventes au régime de la marge (sauf pour certaines opérations relatives aux oeuvres d'art et aux objets de collection et d'antiquité. Cf § I-B-2 ci-dessus).



**2.** Les assujettis-revendeurs ont la faculté d'appliquer le régime général pour des opérations qui relèvent normalement du régime de la marge soit de plein droit (cf § I-B-1), soit par option (cf § I-B-2).

Ils peuvent déduire la TVA ayant grevé leur achat lorsque la taxe a été facturée distinctement et qu'elle est déductible.